

La France en guerre économique au printemps 2020 comme à l'automne 1914

*Hubert Bonin, professeur émérite & chercheur en histoire économique, Sciences Po Bordeaux et UMR
CNRS 5113 GRETHA-Université de Bordeaux*

« La France est en guerre », a proclamé le président de la République ; la télévision a évoqué la « réanimation de guerre » ; et plusieurs textes ont signalé la similitude entre ce printemps 2020 et l'automne 1914. Aujourd'hui, on ne peut gagner la guerre sanitaire sans mener des batailles industrielles et tertiaires ; jadis, on n'a pu bloquer l'avancée allemande sans mobiliser l'appareil productif.

Or, sous la houlette du chef d'état-major (le directeur général de la santé, Jérôme Salomon) et du ministre de la Guerre Olivier Véran (ministre de la Santé), les officiers (médecins, gestionnaires) et fantassins (tous les soignants, quelle que soit leur position hiérarchique) du front hospitalier ne pourront vaincre le *Covid19* sans que ne soit gagnée la bataille de l'arrière-front. Leurs équivalents de 1914, Joseph Joffre et Alexandre Millerand, ont pris tout à coup conscience de la supériorité mécanique allemande en constatant le massacre des poilus sur les champs de bataille des offensives de masse, précédées en effet d'un pilonnage d'obus et marquées par des tirs intenses de mitrailleuses et de mortiers. Au printemps 2020, il faut traiter soudainement une dizaine de milliers de cas de patients infectés par le virus.

L'intensité logistique

En 1914, il a fallu multiplier les hôpitaux de campagne, faire bouger les soignants sur l'immédiat arrière-front, mettre sur pied des camions puis des trains sanitaires d'évacuation vers les hôpitaux de l'arrière – sans parler des morts à transporter –, enfin, installer tous ces blessés dans des hôpitaux surpeuplés, en région parisienne, avant que ne se mettent en place des trains vers d'autres régions, comme la Gironde. Il a fallu constituer d'énormes stocks de médicaments, de lits, de blouses, etc.

Les circuits logistiques sont donc essentiels : collecte chez les industriels, entreposage, diffusion dans les établissements. Aujourd'hui, on voit des camions de Geodis, la filiale de transport routier de SNCF, gérer de façon centralisée la répartition de masques ou autres produits vers les pôles secondaires de répartition, avec des pharmacies têtes de pont, au profit des hôpitaux, des médecins et des divers soignants. De plus en plus, la guerre logistique devient intense, avec d'abord des ambulances, pour conduire les contaminés dans les hôpitaux, puis des trains sanitaires, des avions, des hélicoptères afin de transférer des patients en province ou en Allemagne. Des avions-cargos ramènent des tonnes de masques de Chine ; des équipements médicaux sont envoyés par la France en Italie. Au plus près des citoyens, des ambulances de proximité publiques (SMUR, pompiers) et privées et les voitures des infirmiers et infirmières ou de divers soignants fourmillent sur tous les petits fronts de la guerre de détection ou de soin.

La logistique de la communication est elle aussi en jeu. En 1914, on a pris conscience du rôle clé joué par les réseaux de TSF (télégraphie sans fil) entre les unités du front, entre celles-ci et l'état-major, etc. Aujourd'hui, la bonne marche des réseaux numériques doit être assurée : les techniciens des entreprises des télécoms (notamment Orange) entretiennent les circuits, eux-mêmes surchargés par les effets du confinement et le télétravail. Nombre d'hôpitaux doivent ajouter des équipements

numériques afin d'augmenter les capacités de téléconsultation ou raccorder des fibres optiques. Les DIRRECTE (directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi) sont submergées par les demandes de paiement du chômage partiel et confient le traitement des données à des prestataires, comme ASP (Agence de services et prestations) en Bretagne : d'énormes volumes de données circulent ainsi en avril 2020. La révolution numérique, l'un des leviers de la troisième révolution industrielle, est une arme de cette guerre économique tout comme la TSF en 1914, partie prenante de la deuxième révolution industrielle.

Un sentiment d'urgence

Au lieu d'une production de 10 000 obus de 75 par jour, l'état-major sollicite un bond à 100 000, car chaque grosse batterie en consomme environ un millier chaque jour. Par ailleurs, la vision stratégique de la guerre telle qu'elle avait pris corps en 1912-1914 n'avait pu prendre en compte la perte des territoires du Nord-Est où se trouvaient des usines et des mines déterminantes pour les chaînes de production. Sur les trois établissements publics fabriquant des explosifs, celui situé dans le Pas-de-Calais doit être évacué dès août ; de son côté, la seule usine produisant du phénol, installée à Dombasle, en Lorraine, est bombardée par des obus allemands en août.

Non seulement le plan de mobilisation approuvé en 1913 ne prévoit aucun lancement de production nouvelle pour le matériel de guerre, mais les 50 000 ouvriers maintenus à l'atelier, dans trente entreprises seulement, sont supposés n'assurer que la reprise partielle et progressive d'un nombre limité de fabrications : la production de poudre B doit passer de 16 à 24 tonnes par jour en deux mois, puis rester stabilisée à ce chiffre ; les stocks de matières premières permettent d'usiner 600 000 obus de 75 et 10 000 obus de 155, la production devant atteindre son rythme de croisière dix semaines après la mobilisation » [Rémy Porte]. « Les poudreries conservent leur effectif du temps de paix avec 7 500 hommes, les établissements de l'Artillerie reçoivent 7 000 auxiliaires et 1 200 non mobilisables en remplacement des ouvriers partis aux armées, pour atteindre 27 000 hommes, l'industrie privée travaillant pour la défense nationale bénéficiait de 2 500 sursis d'appel pour un effectif de 15 000 hommes » [R. Porte].

Aujourd'hui, chaque intervention des responsables de l'Exécutif insiste sur les efforts engagés pour compenser la disparition de stocks étatiques de masques au milieu des années 2010 au profit d'une décentralisation entre les mains des divers secteurs publics et privés, pour dénicher des lits de réanimation et l'ensemble des médicaments et matériels nécessaires aux combats menés dans les hôpitaux. Gel hydroalcoolique, curare, sous-produits des médicaments : tout manque ! Il faut donc enclencher des processus de production en toute urgence et effectuer un restockage massif au profit des hôpitaux et des professions médicales !

Des firmes-pivots en têtes de systèmes productifs sectoriels

En septembre-octobre 1914, un premier plan de mobilisation industrielle est défini : on bâtit au son du canon une « économie administrée » semi organisée. Ainsi se multiplient de gros « marchés de guerre ». L'entreprise Commentry-Fourchambault-Decazeville reçoit par exemple une commande de 120 000 obus dès octobre ; puis Citroën conclut une grosse commande en janvier 1915, pour un million d'obus. L'objectif de 100 000 obus est atteint dès l'été 1915.

L'essentiel est la création de « consortiums » : des « firmes-pivots » (en anglais : *hub firms*) sont investies de la mission de monter des systèmes productifs sectoriels, au niveau national. Elles confédèrent des fournisseurs et sous-traitants permanents dans le cadre des marchés de guerre : elles répartissent les fabrications, gèrent le calendrier des flux internes, définissent les normes de qualité et en vérifient l'application grâce à de nombreux tests. Elles-mêmes trouvent des correspondants, car des groupes régionaux d'industriels se structurent pour définir une planification empirique et déconcentrée de ces efforts de guerre productive. Ils travaillent avec les sous-traitants des groupes nationaux, ou eux-mêmes traitent avec l'État avec leurs propres marchés de guerre. Enfin, sont mis sur pied des consortiums pour les importations de matériaux et biens d'équipement.

Désormais, pendant le conflit, les ministères concernés (Guerre, Armement, Fabrications de guerre, Innovation, Ravitaillement, Transports), les états-majors et directions spécialisées (Fabrications de guerre, Aviation, etc.) et les industriels (comme Schneider ou Renault), en direct et aussi par le biais du Comité des forges, agissent de concert. Ils définissent les programmes de production et de recherche, les rythmes et cadences de fabrication, la répartition des commandes entre les grandes firmes et les groupements de production. Évidemment, le démarrage exige ajustements et délais : « Plus la fabrication est complexe et comporte un nombre important de pièces fines, d'étapes successives, et plus ce délai de mise en route peut être long, contredisant toutes les prévisions de livraisons aux armées » (Porte).

Le même principe de firme pivot est utilisé quand, le 31 mars 2020, un consortium est bâti sous la conduite d'Air liquide, regroupant le constructeur automobile Peugeot, le fabricant d'équipement automobile Valeo et le spécialiste d'électrotechnique Schneider – qui n'a plus de rapport avec le Schneider de 14-18... Il s'engage à produire 10 000 respirateurs en cinquante jours. Le groupe *Air Liquide Healthcare* dispose déjà de deux usines, à Antony et près de Pau, d'où un capital d'expérience (« ventilation pour les soins intensifs, urgence, transport, domicile ») qui en fait la firme-pivot, destinée à superviser quelque 300 sociétés fournissant des éléments. Or ce groupe incarne le « patriotisme économique » conquérant puisqu'il s'appuie sur *Air Liquide Medical Systems*, créé en 2009 par la fusion de trois sociétés française, italienne (elle-même fruit du regroupement de deux entreprises achetées en 1996 et 2000) et indienne (acquise en 2008), en symbole d'une logique stratégique de globalisation, mais avec le maintien d'unités en France même.

L'agilité au service de la reconversion improvisée

En 1914-1915, nombre d'entreprises reconvertissent en urgence leur chaîne de production. Tout le secteur textile se met à fabriquer des articles destinés aux hôpitaux (bandages, vêtements, etc.), à l'artillerie (tissus de coton que les poudreries utilisent pour placer l'explosif, avant son logement dans les obus dans les usines d'armement), à l'aviation (dont les ailes sont en tissu tendu sur l'armature métallique), aux soldats (bandes molletières), etc. De même, le secteur de la mécanique fourmille de PME qui s'insèrent dans la machine de guerre pour élaborer des pièces d'armements ou des obus.

Aujourd'hui, l'agilité s'exprime dans un mouvement de reconversion improvisé : « PSA, Dyson... L'industrie entame une reconversion express pour produire des respirateurs [...]. En période de pandémie, les industries s'engagent dans l'effort de guerre. Ces derniers jours, de nombreuses industries du secteur automobile

notamment ont annoncé qu'elles allaient produire des respirateurs » (*L'Express*, 30 mars). Chez Renault, « une petite équipe s'est engagée dans une course contre la montre pour fabriquer le plus rapidement possible des respirateurs. Pour réussir ce défi, la marque s'est appuyée sur certains de ses fournisseurs traditionnels : Michelin a travaillé sur les joints tandis que Microelectronics s'est occupé des cartes électroniques. Pour le reste, Renault a utilisé son expertise en matière de logistique, d'achat et a même profité de l'expertise technologique de certains membres de son équipe de F1. Le résultat semble payant puisque la firme espère démarrer la fabrication dans son centre de recherche au Technocentre de Guyancourt près de Paris dès la fin de cette semaine, d'abord en 3D à raison de quelque 350 respirateurs, puis en série en large quantité dès que ce sera possible » (*Caradisiac*, 30 mars).

De plus en plus de petites sociétés textiles se mettent à produire des masques, d'où le travail d'ouvrières comme en 14-18. « Encadrés par un premier cahier des charges établi par l'Institut français du textile et habillement, des fabricants français se sont mis à la production de masques antiprojection qui n'ont pas les propriétés barrières des FFP2. L'usine picarde de Chargeurs fournit sa première série gracieusement à La Poste. En Normandie, les tricots Saint James ont lancé une production de masques en tissu. Les fabricants de slips Éminence et Lemahieu ont élaboré leur modèle, tout comme Oscar de la Table, spécialiste de la serviette de table en intissé [...]. À Charlieu (Loire), LTC sort 100 000 unités par jour. Et Boldoduc fait appel à 1 500 couturières qui, à domicile, assemblent les pièces découpées et stérilisées à Dardilly (Rhône). Les 50 000 unités produites par jour évitent à cette PME de cinquante salariés le recours au chômage technique » (*Le Monde*, 24 mars 2020).

D'autres branches s'impliquent elles aussi : le groupe chimique Ineos lance une production de gel hydroalcoolique dans son complexe chimique de Lavéra, dans les Bouches-du-Rhône, tout comme des ateliers de L'Oréal, de L'Occitane ou des Chargeurs. « Le groupe LVMH a commencé à produire lundi 16 mars du gel hydroalcoolique, destiné aux hôpitaux de Paris (AP-HP) et à ceux du Haut-Rhin, dans trois de ses usines françaises : Dior Orléans [Saint-Jean-de-Braye], Guerlain Chartres et Givenchy Beauvais » (*Le Parisien*, 19 mars). De son côté, Sodeck, un fabricant girondin de menuiserie industrielle, se met à fabriquer des barrières antivirus pour les établissements médicaux (avec une vitre en polycarbonate encadrées de panneaux mélaminés), tandis que sa consœur de Martillac élabore des milliers de serre-têtes pour les visières de protection grâce à l'impression en 3D.

La réactivité en urgence

Cependant, la réactivité concerne avant tout l'accroissement rapide des volumes au sein des entreprises spécialisées, qui intensifient leur production, avec même des horaires en continu parfois, jour et nuit et le week-end. Par exemple, Rozen, à Lamballe, et Mulliez-Fleury, à Cholet, augmentent leurs livraisons de blouses médicales. Cooper, premier fournisseur des pharmacies françaises en gel hydroalcoolique, multiplie sa production par neuf, et il a reçu un don de 70 000 litres d'alcool de la part du groupe de spiritueux Pernod Ricard. L'entreprise de produits de désinfection Christeyns, numéro 2 sur le marché, « vit à un rythme infernal. "En temps normal, nous produisons entre 10 et 11 000 litres de gel par semaine dans des flacons de 500 ml ou un litre, rapporte Peter de Grove, le P-DG de Christeyns France. En fonctionnant 24h sur 24, nous avons déjà réussi à passer à 40 000 litres, en augmentant les contenants. Et dès la semaine prochaine, on monte à 100 000 litres" » (*20 Minutes*, 19 mars).

De même, Paul Boyé technologies accroît ses livraisons de masques chirurgicaux car cela fait partie de ses spécialités (à Labarthe-sur-Lèze, au sud de Toulouse) : « Fabrication massive de masques FFP2 pour faire face au risque de pandémie grippale. Fourniture d'équipements de protection contre les risques biologiques (masques FFP3, Kit BIOTOX). Paul Boyé Technologies conçoit également des gammes de vêtements de travail et intempérie pour les personnels de santé (Hôpitaux, SMUR, SAMU, ambulances, etc.) » [<http://www.paul-boyé.fr/fr/marches/sante>]. Or elle date de 1914 ! « La mobilisation en 1914 de l'atelier de tailleur de Pierre Boyé pour réaliser les capotes bleu horizon marque le début d'une aventure industrielle consacrée à la fabrication d'uniformes et d'équipements de protection administratifs et militaires. » « Nous aurons bientôt cinq machines qui vont tourner, des énormes machines, fabriquées en France, qui ont des grosses capacités de production. On est passé de 50 000 masques jour à 100 000 puis à 200 000, et on devrait arriver à six millions de masques par mois en juillet et dix millions par mois en septembre » (*France Bleu*, 18 mars 2020).

« La guerre des masques s'enlise dans les tranchées chinoises », titre *Le Point* (8 avril). « La hausse de la production dans les quatre entreprises françaises de masques va permettre de porter la production nationale de 15 millions à 40 millions de masques par mois courant avril. Mais les besoins pour le personnel soignant et les EHPAD sont évalués à 40 millions par semaine » (*20 Minutes*, 31 mars). C'est que les rares fabricants tricolores sont débordés, surtout pour les masques chirurgicaux FFP : Kolmi-Hopen, dans le Maine-et-Loire – visitée par Emmanuel Macron le 31 mars –, Deltalyo (avec la gamme *Valmy* lancée en 2006 lors de la grippe aviaire), dans la Loire, Viatek, etc., sont ainsi mobilisés. Ils doivent accélérer les cadences et accroître rapidement les volumes produits, malgré des difficultés d'approvisionnement en amont tout le long de la chaîne de ce mini-système productif.

Une entreprise de Haute-Loire, Plastica – en redressement judiciaire mais reprise par un consœur de Côte-d'Ivoire – est la seule en France à fabriquer des sacs à ouverture hydrosoluble destinés à la collecte, au transport et au lavage sécurisé du linge contaminé utilisé dans les hôpitaux ou EHPAD, et ses ventes explosent en mars-avril. De leur côté, des laboratoires (comme Biosynex, en Alsace) esquissent l'élaboration de tests de dépistage du Coronavirus afin de préparer un déconfinement qui sera fortement consommateur de tels tests.

Faire face au ravitaillement et aux pénuries

Au tournant de 1915, quelque angoisse avait gagné les dirigeants nationaux et locaux : la forte mobilisation des travailleurs (ruraux et industriels), la suspension des approvisionnements en provenance d'autres pays, voire de l'empire colonial, la crise des transports de fret, la priorité donnée aux fournitures aux armées dans le cadre de réquisitions gérées par l'Intendance militaire en région, constituaient autant de risques de pénurie. On avait ainsi instauré un système de « ravitaillement » au niveau des conseils généraux et des grandes mairies.

Aujourd'hui, des inquiétudes s'expriment, en particulier par le biais de ces ruées de clients dans les hypermarchés et supermarchés qui remplissent d'énormes chariots de victuailles et de papier-toilette. D'ailleurs, les fabricants de pâtes alimentaires doivent renouveler leurs stocks avec ardeur : les usines d'Europe de l'Ouest du leader mondial qu'est l'italien Barilla tournent à plein régime grâce à une ample révision de

leur organisation industrielle. Son concurrent Panzani (le leader français mais filiale de l'espagnol Ebro Group) l'accompagne dans cette « guerre des pâtes ».

La fermeture de nombreux marchés, la crise vécue par l'immense marché d'intérêt national de Rungis, les doutes sur la densité du transport routier responsable de la chaîne d'approvisionnement des magasins alimentaires – « L'armée de l'ombre sur les routes » –, créent un sentiment d'incertitude. Néanmoins, nulle crise ne semble se profiler, même si le manque de 200 000 travailleurs saisonniers pour assurer les cueillettes printanières ne manquera pas d'entailler les récoltes, tandis que les importations de fruits et légumes des pays voisins (comme l'Espagne) pourraient chuter elles aussi.

Et il faut aussi remodeler en urgence des circuits d'approvisionnement : des pans de population quelque peu en difficulté (personnes âgées ou dépendantes, pauvres, occupants de squats, SDF, etc.) doivent être ravitaillés. Cela explique des modes de livraison à domicile, la mise sur pied d'épiceries sociales et solidaires, l'activation des centres intercommunaux d'action sociale, alors que nombre d'associations caritatives se retrouvent peu ou prou bloquées par le confinement de leurs membres.

Des importations impératives

On découvre tout à coup, à l'automne 1914, qu'on ne peut faire la guerre sans charbon britannique et qu'on a besoin de produits métallurgiques et de machines-outils américaines. On négocie des accords d'approvisionnement en houille, et des armements maritimes (comme Worms) l'importe et la redistribue en cabotage le long des côtes atlantiques. On envoie des missions outre-Atlantique pour conclure des accords d'exportation prioritaire (acier, machines-outils, divers biens d'équipement, produits alimentaires, etc.) financés par des syndicats de banques françaises et new-yorkaises. Dès les 24 et 26 octobre 1914, l'adjoint au secrétaire d'État qu'est Robert Lansing donne son accord à des emprunts effectués aux États-Unis par des banques d'États belligérants.

Aujourd'hui, on a besoin de tant de produits chinois que la dépendance vis-à-vis de l'Asie dans le cadre de la globalisation néolibérale en devient pesante. On doit néanmoins faire venir des avions chargés de masques. Des firmes américaines devraient fournir des équipements médicaux (respirateurs, etc.), si le gouvernement Trump les y autorise. Pourra-t-on importer des masques filtrants produits dans l'énorme usine du groupe 3M dans le Dakota du Sud ? Elle la fait tourner à temps plein et a doublé sa production en quelques semaines, jusqu'à cent millions d'unités mensuelles d'ici la fin de l'année 2020, tandis que ses usines chinoise et sud-coréenne travaillent pour le marché asiatique. L'imbrication des économies dans le cadre de l'Union européenne est elle-même source de blocages : par exemple, telle entreprise fabricant des lits médicaux ne reçoit plus les pièces métalliques que lui vendaient des aciéristes des Alpes italiennes.

Aussi faut-il sans cesse négocier des contrats, dénicher des substituts, tenter de fonctionner en « économie ouverte » alors que chaque pays a tendance à se replier sur lui-même tant il a besoin de satisfaire à ses propres besoins sanitaires. Pourtant, les circuits européens fonctionnent au son du canon : l'usine néerlandaise de Merck-MSD qui fabrique du curare tourne à plein régime nuit et jour et vend à la France du *rocuronium Esmeron*. C'est qu'on ne peut reconvertir au pied levé les usines de médicaments, hautement spécialisées, situées en France même.

L'argent nerf de la guerre

Le gouvernement de René Viviani (26 août 1914-29 octobre 1915) prend tout à coup conscience qu'il doit financer un effort de guerre sans rapport avec les prévisions initiales. Les dépenses militaires explosent, et le Budget doit changer de dimension. Le déficit s'accroît, ce qui nécessite de recourir à la Banque de France, qui effectue des avances en urgence, appelées à progresser fortement ensuite, d'où un processus de création monétaire, géré par son gouverneur Georges Pallain. La loi du 5 août 1914 porte de 6,8 à 12 milliards de francs la faculté d'émission de la Banque de France, proclame le cours forcé du billet et instaure, *de facto*, la non-convertibilité du franc. Mais les Finances imaginent de recourir à l'épargne, celle des entreprises (leurs réserves de trésorerie) et celle des particuliers (les « bas de laine »).

Cela justifie la conception des bons de la Défense nationale par le ministre des Finances Alexandre Ribot, qui le raconte dans ses *Souvenirs* : « Je demandai le 13 septembre au Conseil des ministres de m'autoriser à émettre des bons à trois mois, à six mois ou à un an, portant un intérêt de 5 %, payable d'avance au moyen d'une réduction du prix du bon, de sorte que pour un bon à un an de 100 francs l'acheteur n'aurait à déboursier que 95 francs. Il y aurait des bons de 100 francs, de 500 francs, de 1 000 francs et de toutes sommes supérieures jusqu'à un million. Les bons devraient être au porteur et ne seraient susceptibles d'aucune opposition. Ils pourraient donc passer de main en main avec la même facilité qu'un billet de banque. » Toutefois, la sagesse incite à méditer sur des ressources à long terme et mûrit un projet d'émission d'obligations étatiques, quasiment prêt en février 1915, même si la première opération n'est effectuée qu'en octobre-novembre 1915.

L'on sait que, aujourd'hui, la fameuse règle des 3 % de déficit budgétaire est suspendue, que la rigueur de gestion des Budgets nationaux au sein de l'Union européenne s'efface à cause de l'urgence du financement des entreprises en crise de trésorerie et de surendettement et de l'indemnisation du chômage partiel et d'un chômage destiné à s'accroître (notamment parmi les intérimaires et nombre de travailleurs indépendants au statut précaire). La Banque centrale européenne joue le rôle de la Banque de France de 1914, et Christine Lagarde a enclenché un processus de refinancement des États et des banques, tandis que l'on évoque même l'émission de *Coronabonds* à l'échelle de l'Union européenne. Et le ministre de l'Économie Bruno Le Maire se fait, à juste raison, le chantre du « sauvetage » de l'économie privée, en commençant par Air France-KLM, qui incarne cette crise de paralysie qui étrangle le budget des firmes.

* Banalement, on prétend que l'Histoire est un éternel recommencement... Il est vrai que la gestion des situations de crise ne peut échapper à une improvisation de la part des dirigeants et à la conception, au son du canon, de plans d'action bricolés en urgence sur la base de données incomplètes et sans cesse changeantes. En 1914-1915, la guerre industrielle rendue nécessaire par l'évolution des fronts vers la « guerre totale » a poussé les responsables à imaginer une « machine de guerre » destinée à devenir puissante au fur et à mesure que son efficacité s'est améliorée et que ses capacités de production ont bondi. En 2020, la guerre sanitaire n'a pas manqué d'enclencher un processus de guerre économique, industrielle et tertiaire, propre à repousser l'invasion nationale et continentale du *Covid19* : la réactivité s'est avérée une fois de plus décisive face aux attermoissements initiaux et aux divisions dans les modes d'action ; et la lecture quotidienne de la presse permet, comme il y a plus de

cent ans, de comprendre les initiatives qui vont permettre de conduire les batailles successives. À chaque époque se sont effectués des emboîtements entre des systèmes productifs sectoriels et des systèmes productifs locaux, par le biais de chaînes d'approvisionnement en produits semi-finis en amont et de chaînes de transformation en aval, le tout sous l'impulsion et le contrôle par des Autorités (militaires en 1914, civiles aujourd'hui) désireuses d'initier à bref délai des processus de fabrication et d'amplifier rapidement les volumes produits. Mais il faut de la patience car tout système de production a besoin de temps pour s'adapter, aussi malléable soit-il.

* Ce texte a puisé nombre d'éléments concernant la période actuelle dans la presse (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Les Échos*, *Le Parisien*, *Sud Ouest*, *Challenges*, *20 Minutes*, notamment). Pour la mobilisation en automne 1914, en elle-même ou dans le cadre de comparaisons avec la situation présente, voir :

- Hubert Bonin, « En 1914, l'urgence de la guerre conduit à une économie administrée », *Le Monde*, 21 mars 2020.
- H. Bonin, « À deux reprises, l'économie française a su passer à une économie administrée », *L'Opinion*, 31 mars 2020.
- Philippe Escande, « Économie de marché : la crise du coronavirus provoque le grand retour de l'État », *Le Monde*, 6 avril 2020.
- H. Bonin, « La montée en puissance de la machine de guerre industrielle : vers une économie mixte (1914-1919) », *Guerres mondiales & conflits contemporains*, juillet-septembre 2016/3, n° 263, p. 123-146.
- H. Bonin, *Bordeaux et la Gironde dans la guerre économique en 1914-1919*, Paris, Les Indes savantes, 2018.
- H. Bonin, *La France en guerre économique (1914-1919)*, Genève, Droz, « Publications d'histoire économique & sociale internationale », 2018.
- H. Bonin, *La firme Schneider dans la guerre industrielle en 1914-1918*, Paris, Les Indes savantes, 2019.
- Gerd Hardach, « La mobilisation industrielle en 1914-1918 : production, planification et idéologie », in Patrick Fridenson (dir.), *L'Autre Front*, Cahiers du Mouvement social, 1977, n° 2, p. 81-109.
- « The economics of World War I: An overview », in Stephen Broadberry & Mark Harrison (dir.), *The Economics of World War I*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- Rémy Porte, *La mobilisation industrielle, « premier front » de la Grande Guerre ?*, Paris, 14-18 Éditions, 2005.
- John Godfrey, *Capitalism at War: Industrial Policy and Bureaucracy in France, 1914-1918*, Leamington Spa, Berg, 1987.
- Patrick Fridenson & Pascal Griset (dir.), *L'industrie française dans la Grande Guerre*, Paris, Comité pour l'histoire économique & financière de la France-IGPDE, « Animation de la recherche », 2018.

- Jean Garrigues, « Alexandre Ribot, des principes libéraux au pragmatisme de guerre », *Histoire@Politique*, 2012/1, n°16, Presses des Sciences Po (Paris). [www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=HP_016_0003].
- Clotilde Druelle-Korn, « La Première Guerre mondiale et la mobilisation économique », in Jean-Claude Daumas (avec Alain Chatriot, Danièle Fraboulet, Patrick Fridenson et Hervé Joly, dir.), *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p. 1287-1291.